

Motion du Conseil des maitre·sses contre le *Pacte enseignant*...

Les enseignant·es de l'école _____ réuni·es lors du Conseil des maitre·ses du _____ 2023 dénoncent le *PACTE enseignant*.

Parce que les enseignant·es ne demandent pas à travailler plus (les enquêtes ministérielles indiquent déjà qu'elles·ils travaillent déjà en moyenne plus de 43h hebdomadaires et plus de 30 jours pendant les vacances des élèves)...

Parce que leurs conditions de travail et leurs rapports hiérarchiques (déjà compliqués) vont encore se dégrader et les épuisements professionnels se multiplier...

Parce qu'il va casser les collectifs de travail en générant de la concurrence entre personnels...

Parce qu'il va générer une nouvelle territorialisation de l'École en fonction des rythmes scolaires (et des interventions en collège selon les disponibilités) et des transports scolaires (surtout en milieu rural)...

Parce qu'en généralisant une rémunération par primes, le *Pacte* va déréguler nos obligations réglementaires de service (ORS), annualiser le temps de travail, fragiliser le statut des enseignant·es en contournant les grilles de rémunérations indiciaires statutaires garantissant le droit à la carrière, tout en ne permettant pas d'augmenter les cotisations retraite...

Parce que la rémunération indemnitaire est précaire (car soumise au bon vouloir de l'administration) et n'entre pas dans le calcul des retraites...

Parce que la rémunération indemnitaire crée de nombreuses inégalités : femmes-hommes, entre premier et second degrés...

Parce que ce *Pacte* ne permettra pas le rattrapage de décennies de perte de pouvoir d'achat...

Parce qu'enfin, il n'apportera aucun bénéfice pédagogique aux élèves et devrait laisser encore moins de temps aux enseignant·es pour préparer des cours de qualité et concevoir des projets ambitieux.

Pour toutes ces raisons, les personnels enseignants de l'école _____ refusent de signer le Pacte.